

# La menace N-VA de faire sauter le Fédéral est déjà balayée

Après avoir lancé ce week-end des menaces sur la survie du gouvernement fédéral en cas de démission imposée du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Theo Francken, Bart De Wever a fait lundi une légère courbe rentrante. Légère... En substance, «stop au bashing contre Francken». Mais le mal est fait. Le président de la N-VA a laissé entendre que l'option de faire sauter le gouvernement fédéral n'est plus un tabou...

La réaction des autres partis de la majorité – qui n'ont aucune envie de saborder ce gouvernement fédéral – a été quasi instinctive. On fait le gros dos et on laisse passer l'orage venu de la N-VA. Avec un petit coup de poing sur la table de la part du Premier ministre Charles Michel, qui a

**On fait le gros dos et on laisse passer l'orage venu de la N-VA.**

affirmé qu'il ne se laisserait pas impressionner par ceux qui jouent la carte du chantage. AU MR, comme au CD&V et à l'Open Vld, on rappelle les acquis socio-économiques du gouvernement. Et la volonté de clôturer les dossiers.

Mais sur le fond de l'affaire Francken, le MR reste sur la ligne qu'il a adoptée la semaine passée déjà. Le MR soutient la politique migratoire du gouvernement fédéral, et attend de voir quels seront les résultats de l'enquête menée par le Commissariat aux réfugiés et apatrides. De démission de Theo Francken, il n'en est donc pas question dans la majorité, malgré certains grincements de dents au CD&V.

**LIRE EN PAGE 3**

**ÉDITO EN PAGE 2**

# La coalition suédoise n'est pas prête à rompre malgré les menaces de la N-VA

Il aura suffi de deux déclarations intempestives venues des rangs du CD&V pour que Bart De Wever brandisse la menace d'une chute du gouvernement. Le réveil politique était dur lundi matin...

NATHALIE BAMPS

**L**e roseau plie mais ne rompt pas. Ce roseau – indestructible? –, c'est l'image parfaite pour illustrer ce gouvernement fédéral pris dans la tempête provoquée par le dossier des migrants soudanais renvoyés dans leur pays par l'administration du secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken.

Le nouveau coup de blizzard est venu ce week-end des frères ennemis, le CD&V d'un côté, la N-VA, de l'autre. «Theo Francken aurait dû démissionner depuis longtemps, a balancé le député européen CD&V Ivo Belet, jugeant qu'il ne serait plus jamais crédible au Parlement. Eric Van Rompuy, lui, s'attaquant de son côté au Premier ministre en le traitant de «marionnette de la N-VA», et l'accusant d'avoir couvert politiquement Francken alors que l'enquête sur des éventuelles erreurs commises par son administration est en cours au sein du Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA). L'opposition, elle, a déposé deux motions de méfiance appelant à la démission du secrétaire d'État. Elles seront examinées jeudi au Parlement.

Réponse cinglante dimanche soir du président de la N-VA: «Si on demande à Theo Francken de se retirer, alors la N-VA se retirera. La position de Theo Francken n'est pas sujette à discussion. Il a appliqué la loi.» Bart De Wever est aujourd'hui prêt à retirer la prise du gouvernement fédéral, quels que soient les résultats de l'enquête du CGRA...

Malaise. Gros malaise ce lundi matin lors des bureaux de parti de l'attelage fédéral... Le roseau suédois peut-il se permettre de rompre sous les rafales de la N-VA? Au

CD&V, à l'Open Vld et... au MR, la réponse est tombée sur le coup de midi: non.

Des trois partis, le même signal a été lancé. Les rangs se resserrent. «La démission de Theo Francken n'est pas à l'ordre du jour», a déclaré le président du CD&V, Wouter Beke, qui renvoie cette option à une décision à prendre par le secrétaire d'État, suivant sa déontologie personnelle. Comprenez: le CD&V ne demandera pas la tête de Francken. Et glissera encore moins

sur la pente dangereuse des élections anticipées... «C'est jouer avec le feu. Les gens attendent de nous que nous prenions des décisions aussi en 2018 et pas que nous nous livrions à des petits jeux politiques. Il y a suffisamment de confiance pour mettre en œuvre l'accord de gouvernement», a-t-il précisé. Une autre source au CD&V est plus amère: «Allez, disons-le, on fait le gros dos. Vu les sondages, on n'a pas le choix. Il n'y a qu'un poids lourd. Mais des crises, il y en aura encore.»

À l'Open Vld, la présidente Gwendolyn Rutten refuse de se laisser imposer un chantage. «Nous continuons à travailler, c'est ce que les gens attendent de nous», a-t-elle déclaré.

## Charles Michel recadre

Et au MR? Le Premier ministre Charles Michel lui-même a remis les pendules à l'heure dès lundi matin, sur les ondes de Bel RTL: «Le chantage ne m'impressionne pas. La question de l'asile et l'immigration mérite

mieux qu'une querelle d'ego.» Charles Michel a rappelé la feuille de route de son gouvernement, et ne compte pas laisser la N-VA l'en dévier.

Lors de son bureau, le parti a réaffirmé son soutien à la politique migratoire du

fédéral. Quand à l'enquête, le MR attend d'en voir les résultats, mais précise aussi qu'elle n'est pas menée dans le but de juger Theo Francken, mais d'identifier s'il y a des lignes à faire bouger sur la manière dont les rapatriements sont mis en œuvre... Ici aussi donc, faire démissionner Francken n'est pas à l'ordre du jour.

De quoi remettre un peu d'eau au moulin de ceux qui dénoncent un Premier ministre «à la botte» de Bart De Wever? Dans les couloirs, certains s'énervent: «Qu'on arrête de dire que la N-VA décide de tout. Elle a dû faire des concessions aussi dans pas mal de dossiers, à commencer par le communautaire qui a été mis au frigo», s'agace un libéral, rappelant aussi les dossiers du tax

shift ou le recul de l'équilibre budgétaire

sur lesquels la N-VA n'était pas en accord

avec ses partenaires. Mais a fini par plier.

Le socio-économique. C'est bel et bien ce pan-là de l'action du gouvernement qui est la colonne vertébrale qui empêche le roseau de casser. Il n'y a qu'à entendre le vice-Premier CD&V Kris Peeters rappelant que l'économie et l'emploi, enfin sur la voie de la croissance, avaient plus que jamais besoin d'un gouvernement de plein exercice. «Sur ces dossiers, la N-VA est en ligne avec ce que nous voulions faire, et on arrive à mener notre politique», ajoute-t-on au MR. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir la réaction du Voka, l'organisation patronale flamande, qui, dans la journée, a fait savoir qu'il appréciait peu la menace de De Wever (lire encadré). «Pour la première fois d'ailleurs, se croyant tout-puissant, il a commis une grosse erreur de communication», dit-on dans le cercle gouvernemental. Et donc le roseau plie, mais ne rompt pas.

# Les dossiers qui fâchent s'accumulent

La N-VA apparaît isolée dans le dossier soudanais et le pacte énergétique. Le MR, lui, joue la carte française dans le dossier F-16, tandis que le CD&V continue de s'accrocher à la taxe sur les comptes-titres.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Si la cohésion du gouvernement est sérieusement mise à mal par l'affaire Francken, il pourrait tout aussi bien tomber sur un autre dossier.

Car ce ne sont pas les dossiers délicats qui manquent au sein du gouvernement Michel. En voici un bref inventaire.

## Réfugiés soudanais

Le CD&V et, dans une moindre mesure, l'Open Vld n'ont pas caché un certain agacement par rapport à la manière dont le secrétaire d'État à l'Asile Theo Francken (N-VA) gère le dossier des réfugiés soudanais.

Tant que le rapport d'enquête du Commissariat général aux réfugiés et apatrides (CGRA) n'aura pas été bouclé, cette affaire risque d'empoisonner les rapports au sein de la majorité.

## Pacte énergétique

Comme pour le dossier des réfugiés soudanais, la N-VA joue seule contre tous. Le point

qui cristallise les tensions, c'est la sortie du nucléaire pour 2025 pourtant déjà bétonnée dans une loi votée au Parlement en 2015. Le parti de Bart De Wever n'a jamais fait mystère de sa préférence pour une prolongation des centrales nucléaires pour autant en fin de vie. Son souci est double: garantir la sécurité d'approvisionnement et éviter d'alourdir la facture énergétique pour les entreprises. Les écologistes (Ecolo et Groen) envisagent de déposer ce jeudi à la Chambre une résolution si l'exécutif ne parvient pas à faire aboutir le Pacte énergétique

## Taxation des comptes-titres

La taxation annuelle de 0,15% des comptes-titres au-delà de 500.000 euros a été obtenue de haute lutte par le CD&V après le veto de la N-VA et de l'Open Vld opposés à la taxation des plus-values. Figurant dans le compromis budgétaire de l'été, elle n'est défendue que du bout des lèvres par Open Vld et N-VA. Le dispositif doit rapporter 254 millions d'euros, mais vu les possibili-

tés de contourner la taxe, le doute est permis.

## 500 euros défiscalisés

L'exonération fiscale et sociale de 500 euros par mois de revenus sur le travail occasionnel est un trophée de l'Open Vld. Il a été intégré au projet de loi de relance économique du

gouvernement fédéral, mais ne plaît pas beaucoup au CD&V qui craint une érosion des recettes de la Sécurité sociale. De leur côté, les partenaires sociaux avaient exprimé à l'unisson leur opposition aux 500 euros défiscalisés lors d'une audition à la Chambre.

## Remplacement des F-16

Dans ce dossier, c'est le MR qui se retrouve quelque peu isolé face à ses partenaires de coalition. Le lobbying tourne à plein régime, surtout du côté français où Dassault propose 20 milliards d'euros de compensations si la Belgique achète le Rafale. Mais le ministre de la Défense Steven Vandeput (N-VA) considère l'offre française hors jeu, puisqu'elle ne respectait par la procédure mise en place par le gouvernement belge. Le MR, lui, voudrait faire revenir les Français dans la course.

# 500

# €

L'exonération fiscale et sociale de 500 euros sur le travail occasionnel ne plaît pas beaucoup au CD&V.

## LE VOKA À CHARLES MICHEL:

«NE NOUS LAISSEZ PAS TOMBER»

Les patrons flamands craignent plus que tout une chute du gouvernement Michel. Lors de la réception de **Nouvel An du Voka**, hier soir au Palais des Beaux-Arts à Bruxelles, ils ont insisté sur l'importance de capitaliser sur les acquis socio-économiques engrangés depuis le début de la législature par le gouvernement de **Charles Michel**.

Celui-ci était invité pour un face-à-face avec le président du Voka, **Paul Kumpen**. Il s'est adressé au Premier ministre dans des termes très clairs. «Il faut le dire: le gouvernement nous a aidés. Mais ne nous enlevez pas le vent des voiles. Ne nous laissez pas tomber. Il peut y avoir des vents contraires, mais il faut poursuivre le travail entamé.»

Message reçu cinq sur cinq par Charles Michel: «Il reste encore beaucoup de travail à faire. 2018 doit être une année utile. Chaque jour, chaque semaine d'ici la fin

de la législature doit être mis à profit.»

Le Premier ministre n'a par contre pas fourni beaucoup de détails sur ce qu'il compte faire les prochains mois. «Nous allons investir et faire des choix, en ciblant la mobilité et l'énergie. Nous allons aussi travailler sur la flexibilité et la simplification administrative.»

Les patrons flamands ont par ailleurs remis au Premier ministre un «Plan en 5 points» en vue de dynamiser le marché de l'emploi. Ils sont en effet inquiets des **pénuries croissantes de main-d'œuvre**, au point que celles-ci pourraient hypothéquer la croissance économique future. Dans ce plan, il est question d'unifier les statuts de salarié et d'indépendant, de favoriser la mobilité géographique des travailleurs, d'encourager l'apprentissage tout au long de la vie professionnelle et de maintenir les seniors au travail plus longtemps. **J.-P.B.**

## ÉDITORIAL NATHALIE BAMPS

Bart De Wever menace de tirer la prise

# Le jeu risqué de la N-VA

**A**u 7<sup>e</sup> jour de l'année 2018, il prit l'allumette et la craqua. «Il», c'est Bart De Wever, le président de la N-VA. L'allumette, c'est la menace qu'il a brandie de retirer la prise du gouvernement fédéral si la tête de son poulain d'or, Theo Francken, devait rouler sous le sabre d'un verdict (hypothétique) du Commissariat général aux réfugiés et apatrides, actuellement occupé à enquêter sur le renvoi au pays de réfugiés soudanais.

Une menace, donc, de chute du gouvernement, pour affirmer qu'il défend bec et ongles Francken. Et qu'il n'acceptera pas la démission d'un ténor N-VA si elle devait s'imposer, là où d'autres partis ont dû plier devant les erreurs de leurs ministres.

**Des allumettes, il y en aura encore. L'approche des élections communales va crispier les positions des partis flamands.**

Une menace qui donne l'impression que la N-VA rêve de mettre fin à ce gouvernement fédéral prématurément. Ce scénario qui lui permettrait de réaliser son rêve: coupler les élections fédérales et communales, faire campagne sur des messages plus porteurs que les enjeux communaux, et espérer rafler un maximum d'écharpes mayorales. Avec en prime

l'espoir de balancer le grand rival CD&V Kris Peeters aux oubliettes dans la Ville d'Anvers.

Des allumettes, il y en aura encore. L'approche des communales va crispier les positions des partis flamands. Les envies de mettre le feu vont se multiplier. Les semaines à venir nous diront vite si ce scénario est le bon. Si la N-VA poursuit son travail de sape du Fédéral afin d'accélérer la chute. Si les nationalistes ôtent le masque de la loyauté gouvernementale pour se révéler des partenaires perfides imbus d'eux-mêmes et avides de pouvoir (local).

La N-VA aura pourtant intérêt à se rappeler qu'elle ne sortira pas grandie d'un basculement. Car son «patron» n'appréciera pas... Le Voka jettera un regard noir sur celui qui a mis le feu à un gouvernement qui mène enfin toutes les réformes socio-économiques dont il rêve. Le CD&V, le MR, l'Open Vld, eux, l'ont compris. Raison pour laquelle ils courbent l'échine. Restera à voir jusqu'où ils pourront se le permettre. Tant que l'accord de gouvernement est respecté en tout cas. Pour l'éthique, c'est un autre débat...